



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 13/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OI France SAS

28 rue d'Alsace
BP 1

88170 Gironcourt-sur-Vraine

Références : S-24-653RP

Code AIOT : 0006202256

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement OI France SAS implanté 28 rue d'Alsace BP 1 88170 Gironcourt-sur-Vraine. L'inspection a été annoncée le 29/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OI France SAS
- 28 rue d'Alsace BP 1 88170 Gironcourt-sur-Vraine
- Code AIOT : 0006202256
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT contrôlée est une verrerie de verre d'emballage soumise à autorisation pour une capacité journalière de 1 055 tonnes de verre par jour. Le contrôle a porté sur les arrêtés de mise en demeure non levés et la maîtrise des rejets atmosphériques. Le référentiel réglementaire était donc constitué :

- de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 février 2020 ;
- des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 02 juillet 2021 et du 15 janvier 2024 ;
- de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.

Unité Départementale des Vosges
22 à 26 avenue Antoine Dutac - 88026 ÉPINAL Cedex

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thème de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1 | Autosurveillance des rejets dans l'air | AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 2 | Surveillance des rejets dans l'air | Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 10.3.1 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 3 | Valeurs limites d'émissions | AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1 | Amende, Demande d'action corrective | 1 mois |
| 4 | Levée de mise en demeure de 2023 | AP de Mise en Demeure du 15/01/2024, article 1 | Amende, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | Indisponibilité des unités de traitement | Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 6 | Programme de Surveillance des émissions | Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71 | Demande d'action corrective | 6 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de contrôler les arrêtés préfectoraux de mise en demeure (APMD) qui ne sont pas levés à ce jour.

En effet, malgré de nombreux relances, l'APMD de 02 juillet 2021 n'a pas permis un retour à la conformité sur les valeurs limites d'émissions en So₂. Concernant l'autosurveillance des paramètres métalliques, le courrier de l'exploitant manque de compléments notamment sur la quantité de flux maximale rejeté de ces polluants.

De même le document sur la procédure des incidences de 2023, permettant de répondre à l'APMD du 15 janvier 2024 n'a pas été transmis dans les délais impartis.

Compte tenu de ces manquements, l'Inspection dresse donc un Procès-Verbal à l'encontre de l'exploitant et propose une amende administrative.

En outre, la surveillance des nombreux polluants émis par l'activité n'apparaît pas maîtrisée par l'exploitant :

- la mesure continue des débits sur les différents conduits de cheminée n'est pas réalisée ;
- l'opacimètre défectueux ne permet pas de réaliser la mesure continue des poussières pour le conduit 3 ;
- la mesure réglementaire de tous les polluants pour l'année 2023 n'a pas été effectuée.

Pour ces sujets, l'inspection propose un projet de mise en demeure annexé au rapport.

Les constats ont également mis en exergue le manque de justification quant à la représentativité, la reproduction et la fiabilité des mesures continues, et l'absence de suivi des heures d'indisponibilité du traitement à la chaux. Les suites proposées sont des actions correctives à mettre en place par l'exploitant sous des délais impartis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance des rejets dans l'air

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets dans l'air |
| Prescription contrôlée : <p>Article 1 - La société O-I FRANCE SAS, dont le siège social est situé au 64 Boulevard du 11 novembre 1918 - 69100 Villeurbanne, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées sur la commune de Gironcourt-sur-Vraine :</p> <ul style="list-style-type: none">• les conditions d'autosurveillance fixées à l'article 10.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé, sous un délai de six mois. <p>Article 10.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV :</p> <p>insérer que les métaux</p> <p>Article 72 de l'AM du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale :</p> <p>[...]</p> <p>7° Métaux, métalloïdes et composés divers (gazeux et particuliers) :</p> <p>a) Cadmium, mercure, thallium et leurs composés : si le flux horaire de cadmium, mercure, thallium et de leurs composés particuliers et gazeux dépasse 10 g/h, une mesure journalière des émissions est réalisée sur un prélèvement représentatif effectué en continu (*) ;</p> <p>b) Arsenic, cobalt, nickel, sélénium et leurs composés : si le flux horaire d'arsenic, cobalt, nickel, sélénium et de leurs composés particuliers et gazeux dépasse 50 g/h, une mesure mensuelle des émissions est réalisée sur un prélèvement représentatif (*) ;</p> <p>c) Plomb et ses composés : si le flux horaire de plomb et de ses composés particuliers et gazeux dépasse 100 g/h, une mesure journalière des émissions est réalisée sur un prélèvement représentatif effectué en continu (*) ;</p> |
| Constats : <p>Cette mise en demeure concerne la surveillance journalière et mensuelle des métaux.</p> <p>Le rapport de l'Inspection de l'environnement de la visite d'inspection en date du 28 décembre 2022 mentionnait une absence de justification pour la mesure des métaux, avec une proposition d'amende financière. L'exploitant a transmis le 15 novembre 2023 une demande de suppression de la surveillance continue en justifiant du faible flux des mesures annuelles. En effet les flux cumulés des mesures maximales des 3 fours sont de 1.34 g/h pour la somme des Cadmium, mercure, thallium et leurs composés et 18.57 g/h pour le plomb.</p> <p>Toutefois l'exploitant doit compléter sa demande en proposant une modification des flux maximum rejetés des paramètres métalliques afin de modifier ces prescriptions dans un nouvel arrêté préfectoral et ne pas être soumis à l'article 72 de l'AM.</p> <p>Ainsi l'arrêté préfectoral de mise en demeure ne peut être considéré comme respecté une fois que les compléments de l'établissement seront remis à l'inspection pour instruction.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection demande à l'exploitant les propositions de flux maximum émis pour chaque four permettant d'être conforme à l'article 72 de l'arrêté ministériel sous un délai de 1 mois.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : Surveillance des rejets dans l'air

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2020, article 10.3.1 | |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets dans l'air | |
| Prescription contrôlée : Les mesures portent sur les rejets suivants : cheminée four 3, cheminée four 4, cheminée four 5 | |
| Paramètres | Fréquence de l'autosurveillance assurée par l'exploitant |
| Débit des fumées sèches en Nm3/h | Continue |
| Poussières Totales | Continue |
| La fréquence de réalisation de mesures comparatives de tous les paramètres est annuelle. | |
| Constats : <p>Il a été constaté que les mesures continues de débit n'ont pas été mises en œuvre, et l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier cette omission ou de présenter un plan d'action.</p> <p>Ce constat fait suite à la visite d'inspection du 19 décembre 2023 où il avait été observé que la surveillance en continu du débit des fumées n'était pas effectuée. L'inspection avait déjà accordé un délai pour se mettre en conformité. Aucune action n'a été entreprise par l'établissement pour remédier à constat.</p> <p>En outre, l'opacimètre du conduit 3 est en panne depuis février 2024. L'exploitant n'est pas en mesure de le réparer. Il déclare que la mesure continue de poussière pour le conduit 4 suffit à connaître les émissions puisqu'il considère les débits identiques des cheminées 3 et 4. L'inspection ne valide pas cet argument puisque les mesures de débit ne sont pas réalisées. La comparaison et la similitude des émissions ne peuvent pas être démontrées entre les 2 cheminées.</p> <p>Ainsi l'inspection considère que la surveillance continue de la poussière n'est pas réalisée depuis 4 mois sur le conduit 3.</p> <p>De plus, la surveillance réglementaire pour l'année 2023 n'a pas été réalisée. L'exploitant déclare par mail du 06 juin 2024 avoir pris contact avec APAVE qui annonce des mesures pour la fin juillet 2024.</p> <p>L'inspection propose à Madame la Préfète de mettre l'exploitant en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois, certaines dispositions de l'article 10.3.1 de l'arrêté préfectoral du 11/02/2020 relatives sur la surveillance des rejets.</p> <p>Par ailleurs, l'Inspection propose un projet d'amende pour l'absence d'action concernant la surveillance atmosphérique de son établissement</p> | |
| Type de suites proposées : Avec suites | |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription | |
| Proposition de délais : 3 mois | |

N° 3 : Valeurs limites d'émissions

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2021, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE pour les mesures continues |
| Prescription contrôlée : * l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites définies aux articles suivants, les volumes de gaz étant rapportés : |

- des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ fixée à 8 %.

Les concentrations et flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : [...]

Oxyde de soufre (exprimé en SO₂) : 500 mg/Nm³ [...]

* l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 02 juillet 2021 :

La société O-I FRANCE SAS, dont le siège social est situé au 64 Boulevard du 11 novembre 1918 - 69100 Villeurbanne, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées sur la commune de Gironcourt-sur-Vraine :

- les Valeurs Limites d'Emission (VLE) fixées à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé, sous un délai de six mois ;

[...]

Article 34 de l'AM DU 12/03/2003 :

I. Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par heure pour les effluents gazeux et pour les effluents liquides au moins une mesure représentative par jour), les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :

- aucune concentration moyenne journalière après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance (*) indiqué en note (1) ne dépasse la valeur limite fixée par l'arrêté d'autorisation.

Constats :

Cette mise en demeure a fait l'objet chaque année de constat qui ne permet pas à ce jour de lever la non-conformité :

- le rapport de l'Inspection de l'environnement de la visite d'inspection en date du 28 décembre 2022 mentionnait un dépassement des VLE sur les trois fours en Sox, poussières, l'inspection avait permis un délai supplémentaire à l'exploitant pour se mettre en conformité ;
- la visite d'inspection du 19 décembre 2023 a montré des non-conformités sur les paramètres Nox, Sox et poussières, justifiées par la matière première ou les dysfonctionnements de traitement ;
- En 2024, l'inspection a constaté pour le four 3 sur les relevés de l'exploitant plus de sept mois de mesures continues corrigées dépassant la valeur limite d'émissions de 500 mg/Nm³ (avril 2023, mai 2023, juin 2023, juillet 2023, janvier 2024, février 2024 et avril 2024). Pour exemple les mois de mai, juin, juillet 2023 révèlent 31 jours de non conformités avec des pics à 1595 mg/Nm³. Plus récemment, les mesures de Sox dépassent les valeurs limites d'émissions entre le 10 et 30 avril où la moyenne journalière des mesures continues vont de 501 à 583 mg/m³ (mesures corrigées).

L'exploitant déclare que ces dépassements sont dus à la mauvaise qualité de la matière première récupérée auprès de l'entreprise voisine sans justificatif pour le prouver. De plus le contrôle montre que l'installation de traitement n'est pas suffisante pour respecter les valeurs limite d'émission de Sox sans pour autant exclure les sources potentielles tout au long de la chaîne de production (mauvaise combustion du four, mesures fiables, répétables et reproductibles...)

Aucune action de correction n'est mise en place par l'exploitant.

Par ailleurs, le suivi des mesures continues n'informe pas sur le flux horaire, qui permettrait d'évaluer l'impact environnemental et de connaître la dangerosité des dépassements.

Il est demandé à l'exploitant de calculer le flux horaire journalier pour tous les polluants de la surveillance continue.

Étant donné que la mise en demeure n'est toujours pas levée et qu'aucune action corrective n'est entreprise, un procès verbal est dressé et un arrêté préfectoral d'amende est proposé à Madame la Préfète.

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Il est demandé à l'exploitant de compléter le document récapitulatif des résultats de l'autosurveillance en calculant le flux horaire journalier pour tous les polluants sur le suivi de la surveillance continue dans un délai d'un mois |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Amende administrative , Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : Levée de mise en demeure de 2023

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/01/2024, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Levée de mise en demeure de 2023 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de justifier du respect des dispositions de l'article premier de la présente injonction préfectorale, la société O-I France SAS devra fournir au Préfet des Vosges :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"> ◆ le registre des incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés. Ce registre intégrera les incidents répertoriés sur l'année 2023 ; ◆ une procédure relative aux conditions d'exploitation spécifique en cas d'opération spéciale susceptibles de perturber le bon fonctionnement des systèmes ; ◆ une procédure relative à l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans la rétention des réservoirs FOD ainsi que sur l'aire de dépotage ; ◆ les éléments justifiant que les événements des réservoirs de stockage de FOD sont visibles depuis le point de livraison. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en salle un registre des incidents ayant entraîné le déclenchement de l'alarme pour l'année 2024. L'alarme s'active lorsque les mesures de Nox sont détectées à 500 mg/Nm3 (alerte basse) et 600 mg/Nm3 (alerte haute). Pour le Sox, le mécanisme fonctionne à une mesure à 500 mg/Nm3. Le registre des incidents pour 2023 n'a été ni présenté, ni envoyé.</p> <p>Pour la procédure relative aux conditions d'exploitation spécifique, l'exploitant informe l'inspecteur qu'elles sont différentes selon les opérations entreprises. Il a transmis en date du 10 juin 2024 un document « Etudes et correction des impacts de maintenance sur rejets atmosphériques » qui énonce des exemples de procédure en indiquant que lors d'une prochaine situation, ce document sera mis à jour et mis à la disposition de l'inspecteur.</p> <p>Pour la procédure relative à l'évacuation des eaux, l'exploitant a présenté en salle la rédaction de la procédure, rédigée en février 2024. De nombreux éléments pour parfaire cette procédure est en commande : un kit de pollution, boîte à clé, panneau d'indication des deux vannes barrage. L'exploitant a transmis le 04 juin 2024 « la procédure FR05 IT 554 concernant la réaction à tenir en cas de déversement de fuel » à l'inspection.</p> <p>Pour la visibilité des événements des réservoirs de stockage de FOD, l'exploitant a commandé une caméra le 26 avril 2024 sur un devis du 07 février 2024 pour une installation en mis juin. L'exploitant a transmis le document le 10 juin 2024 à l'inspection.</p> <p>Pour le registre des incidents pour 2023, le délai de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure est échu depuis le 15 avril 2024. En vue d'absence de transmission de document et de l'impact faible de la situation, et de la procédure de 2024 présentée mais non transmise, une amende est proposée.</p> |

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Il est demandé à l'exploitant de transmettre le registre des incidents pour 2023 dans un délai d'un mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : , Amende administrative, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 5 : Indisponibilité des unités de traitement

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité des unités de traitement |
| Prescription contrôlée : [...] <p>La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an. [...]</p> |
| Constats : L'exploitant a présenté en salle le compteur d'indisponibilité de l'électrofiltre, qui est à 0 pour le mois d'avril 2024. Néanmoins l'injection de la chaux est considérée comme un traitement, il doit être intégré dans le compteur. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection la preuve de l'intégration du traitement du Sox dans la durée d'indisponibilité sous 3 mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 6 : Programme de Surveillance des émissions

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Méthode normalisée de référence |
| Prescription contrôlée : Extrait de l'article 71 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 : En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 02 février 1998 modifié s'appliquent. [...] <p>Extrait de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998</p> <p>[...]</p> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p>[...]</p> |

Constats :

La méthode précisée dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air consiste en la mise en place des procédures appelées QAL1, QAL2, QAL3, et AST (test annuel de surveillance). L'application de ces procédures permet de répondre à l'exigence de mesures fiables, répétables et reproductibles.

Les procédures précitées ne sont pas mises en place par l'exploitant. La société Proteis vérifie annuellement le fonctionnement de baie de calibrage. Les procédures QAL2, QAL3 et AST ne sont pas réalisées par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant la réalisation d'un QAL 2 et QAL 3 conformément à la réglementation en vigueur ou tout autre méthode normalisée que l'exploitant serait capable de justifier auprès de l'inspection dans un délai de 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois